

aux arguments de ceux qui prêchent le sacrifice et la collaboration. Ils sont vulnérables parce qu'ils n'ont pas perdu la capacité de penser en termes d'éthique, contrairement au gouvernement libéral et au parti progressiste conservateur, quand ils réfléchissent aux questions économiques. Leur souci de contribuer au bien commun est d'autant plus admirable qu'ils sont conscients que les libéraux et les conservateurs, qui les poussent au sacrifice et au partage dans l'intérêt du plus grand nombre, se moquent éperdument du bien général, comme en témoignent les politiques de ces partis.

Nos problèmes économiques comportent une dimension morale qui apparaît lorsqu'on examine la misère morale des derniers budgets. En novembre 1981, on a colmaté certaines échappatoires dont les riches pouvaient profiter. Afin de compenser, on a abaissé le taux d'imposition le plus élevé de 10 p. 100, de manière que personne n'ait à souffrir outre mesure de la suppression de ces échappatoires, tout en préservant les apparences de la vertu. Par la même occasion, le gouvernement fédéral annonçait qu'il allait comprimer de 5.7 milliards de dollars le financement des programmes de santé et d'enseignement postsecondaire destinés à tous les Canadiens d'un océan à l'autre, quel que soit leur revenu.

Au printemps de 1982, les libéraux, avec l'appui des conservateurs, ont trouvé 6.5 milliards de dollars à donner aux sociétés pétrolières, dans le cadre du Programme d'encouragements pétroliers, pour inciter ces gens de la libre entreprise, comme on dit, à «se grouiller» et à faire de la prospection. Malgré tous les beaux discours sur les risques et la libre entreprise, les sociétés pétrolières se vautrent dans l'assiette au beurre. Or à cela, les conservateurs ne s'opposent jamais. C'est contre le débours des deniers publics pour aider les pauvres et les démunis qu'ils se plaisent à faire des critiques. Hypocrites comme ils le sont, ils jettent les hauts cris quand on supprime des programmes sociaux alors que ce sont eux qui, systématiquement, au cours des années, ont sapé la crédibilité de ces mêmes programmes au Canada. Pourtant, ils ont le culot de jouer les vierges offensées quand ces programmes sont menacés. Comme on l'a déjà dit, en réalité, les progressistes conservateurs préconisent le socialisme pour les riches et la libre entreprise pour les pauvres.

En juin 1982, le gouvernement a lancé son programme de restrictions à 6 et 5 p. 100. Ce programme limite l'augmentation non seulement des traitements, mais aussi des paiements de sécurité de vieillesse, des allocations familiales et des pensions des fonctionnaires. C'est donc dire qu'encore une fois le gouvernement demande aux Canadiens moyens—les retraités ordinaires et les mères de famille dans ce cas—de supporter le fardeau.

Et voici qu'en octobre 1982, nous voyons les libéraux rétablir les échappatoires fiscales qu'ils avaient supprimées en novembre 1981. Ces échappatoires ont été rétablies à l'intention des riches dont on s'est toutefois bien gardé d'augmenter le taux d'imposition qui avait été abaissé en novembre 1981. C'est ainsi que les Canadiens à revenu élevé bénéficieront désormais et des échappatoires et d'un taux d'imposition marginal plus faible. Sans aucun doute, cela aura l'effet escompté sur le volume des dons versés à la caisse du parti libéral d'ici aux prochaines élections, car celui qui paye vient d'exercer son droit de choisir, il me semble.

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

Que fait-on pour les travailleurs ordinaires qui supportent déjà plus que leur part de la charge fiscale, alors que les sociétés et les bien nantis voient la leur sans cesse allégée? Qu'y avait-il de bon dans la déclaration que le ministre a faite mercredi pour les travailleurs canadiens qui font non seulement leur part d'efforts, mais qui la font de bonne grâce? Il n'y en avait que pour les riches et les puissants. Les mauvaises nouvelles étaient réservées aux Canadiens à moyen ou à faible revenus qui devront désormais absorber une hausse de 40 p. 100—non pas de 6 ou de 5 p. 100—des primes d'assurance-chômage.

On me dit qu'à l'occasion de la dernière grande réforme de l'assurance-chômage, le ministre a laissé entendre que les dépenses qu'occasionnerait à la Commission un taux de chômage supérieur à 4 p. 100 devraient être assumées par le grand public et non par les cotisants. Il est clair que les libéraux se sont écartés de cette politique. Tout en baissant honteusement pavillon devant le chantage du milieu des affaires canadien, ils n'hésitent pas le moins du monde à se montrer durs envers la majorité des Canadiens en les faisant payer pour les erreurs des libéraux. Peut-être est-il temps qu'ils s'en prennent à des adversaires de leur taille.

Nous avons aussi constaté dans la déclaration que le ministre a faite mercredi une foi nouvelle dans le secteur privé. Le fait est très intéressant. L'enfant prodige, le ministre des Finances (M. Lalonde), sort de son aventure dans l'interventionnisme, qui a pourtant été modérée, tout contrit et tout abattu. Ce chapitre est terminé pour lui, jamais plus il ne s'exposera aux risques et périls de tenir des discours sur le contrôle canadien de l'économie ou même d'un secteur de l'économie. On peut les voir, le premier ministre et lui, les jumeaux prodiges, se précipiter piteusement dans les bras protecteurs de l'*establishment* corporatif privé pour lui demander pardon et s'efforcer de lui prouver par leur comportement récent qu'ils ne s'éloigneront plus du droit chemin. Quant au premier ministre, il a renié tout ce qu'il avait déclaré au cours de la dernière campagne électorale sur le besoin de bâtir une économie canadienne forte et de donner plus de force à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ou il mentait au public, ou il est le pire lâche que nous ayons jamais vu. Mais on a fini par trouver normal plutôt qu'exceptionnel, au cours de la présente législature ou même des précédentes, de voir le premier ministre battu en retraite lorsque vient le moment de mettre en pratique ses idées souvent nobles.

• (1520)

Mais qui est le frère courroucé dans cette histoire à propos des jumeaux prodiges? Au cours de la présente législature, ce sera bien entendu le parti progressiste conservateur car, voyez-vous, les progressistes conservateurs ne se sont jamais aventurés bien loin. Ils se sont comportés en bons et loyaux fils de l'élite du monde des affaires, toujours obéissants, toujours fidèles, ne mettant jamais en doute les valeurs et les ordres du Profit et de ses adeptes, le Pouvoir et le Privilège.

M. Wilson: On croirait que nous formons le gouvernement.

M. Blaikie: Les conservateurs pourraient aussi bien former le gouvernement. Ils feraient exactement la même chose.

M. Fennell: Absolument pas.

M. Blaikie: Les conservateurs sont les loyaux fils de l'élite du monde des affaires et se sont tout le temps montrés critiques du fils prodige, des jumeaux prodiges. Ils savaient